Madame la Directrice Académique,

**Chaotique.**C’est le mot qui revient lorsque les personnels de l’Éducation Nationale échangent sur leurs conditions de travail et d’enseignement dans les écoles de la Gironde. Depuis la rentrée de janvier, alors que certains élèves reviennent en cours, d’autres se retrouvent en éviction pour cause de COVID. Le protocole imposé est difficilement applicable, et incompréhensible pour les familles. Les enseignant∙es, les personnels d’éducation et de direction passent leur temps, leurs soirées, leurs week-end, à des vérifications et des déclarations administratives interminables. Contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement, l’école a bien participé à la propagation de cette 5ème vague. Le conseil scientifique lui-même n’est pas dupe.

Il aura fallu une grève majoritaire, le 13 janvier, pour qu’enfin le ministère ouvre le recrutement sur listes complémentaires demandé depuis le début de l'année, mais avec un nombre de personnels bien insuffisant par rapport aux besoins.

Il aura fallu une grève majoritaire le 13 janvier pour qu'enfin les personnels qui le souhaitent puissent obtenir quoi ? Des masques chirurgicaux et quelques masques FFP2 dans le 1er degré, qui étaient, il y a encore quelques semaines, selon les mots du Ministre, « absolument pas nécessaires »… Cela faisait seulement 2 ans que la FSU le demandait.

Le 13 janvier, donc, une grève massive a eu lieu partout en France dans l'éducation nationale. Elle exprimait le ras le bol des professionnel·les.

Ras le bol de cette gestion calamiteuse de la situation, qui nous empêche de remplir notre mission depuis maintenant 2 ans.

Épuisement des personnels face aux changements incessants des protocoles, des formulaires à remplir, des familles à informer et, dans le même temps, essayer de relever le défi de faire classe à des élèves, eux aussi en prise avec la pandémie et avec des besoins éducatifs nombreux.

Et le ministre de déclarer que l'on ne fait pas grève contre un virus…

Effectivement, nous avons fait grève contre la politique du gouvernement et du ministre. Et ses interventions n'ont fait qu'aggraver la situation, en ne prenant pas la mesure de ce qui se passe dans les écoles, et en annonçant un protocole la veille au soir de la rentrée depuis son lieu de vacances.

Ce ministre qui réussit le tour de force de rendre une part du budget de l'éducation nationale alors que les besoins sont criants. Et l'objet de notre réunion aujourd'hui confirme les orientations nationales prises. C'est bien sûr à la question des moyens que nous voyons que rien n'est fait pour garantir une école de la réussite de toutes et tous. Déjà, en temps ordinaire, les moyens ne sont pas à la hauteur des enjeux auxquels l'école doit répondre. Mais ils le sont encore moins pour amortir la crise aujourd'hui, et prévenir ses conséquences dans les années à venir.  Les besoins sont immenses : il faut remplacer les enseignant∙es et les personnels en arrêt, mais aussi diminuer les effectifs par classe afin de rattraper les élèves décrocheurs et compenser les acquis insuffisants liés au confinement et à la diminution des heures d’enseignement. La dotation pour la rentrée 2022 est loin du compte. Le SNuipp-FSU réclame un correctif budgétaire à la hauteur des besoins permettant aussi de recruter des titulaires et d'arrêter le recours aux contractuels.

Dans l'ASH, un seul poste de psychologue scolaire créé à la rentrée prochaine, alors que les demandes explosent. Pour le reste du RASED, rien. C'est incompréhensible, d'autant plus que le nombre d'enfants scolarisés en situation de handicap a triplé en 15 ans (chiffres du ministère).

Comment peut-on continuer à faire comme si ? Comme si l'inclusion de toutes et tous pouvait se faire sans dégager les moyens à la hauteur des enjeux ? Comme si la pandémie n'affectait pas les élèves, comme si les apprentissages n'étaient pas perturbés ? Comme si tout se déroulait sans anicroche ?

Les conséquences des confinements, des fermetures de classe, des non-remplacements vont toucher tous les élèves. Du point de vue des apprentissages, il faut absolument repenser les programmes et l'étalement des attendus. Sans la grève du 13, les évaluations de CP auraient été passées sans aucun aménagement.

Certains élèves n'ont pas eu le temps nécessaire pour construire normalement leur rapport à l'école : quel accompagnement leur est aujourd'hui proposé ?

Cela ne pourra pas seulement reposer sur l'enseignant·e seul·e dans sa classe. Les moyens doivent être déployés dans le cadre d'un plan d'urgence pour l'école.

En Gironde, il faudrait a minima 10 postes de psychologues scolaires, au moins une centaine d'enseignant·es spécialisé·es RASED, le retour des Plus de maîtres... De plus, les écoles qui accueillent une ULIS ont besoin que du temps de décharge spécifique soit alloué à la direction pour prendre en compte le surplus de travail généré. Le chantier est énorme !

Les réponses attendues par les enseignant·es ne relèvent pas que du niveau budgétaire.

La situation spécifique de la Gironde par rapport au profilage des postes remet en cause les fondements du mouvement et engendre des tensions multiples :

    -  tensions au niveau des enseignant·es qui doivent décider de passer ou pas des entretiens pour occuper des postes dans les écoles,

  -  tensions dans les équipes

   -  tensions sur la lisibilité des règles suite aux mesures de cartes scolaires.

   Pourquoi ajouter des tensions à un contexte déjà suffisamment éprouvant ?

    Nous vous demandons donc d'arrêter de profiler les postes dans ce département !

En conclusion, nous exigeons pour le service public des moyens à la mesure de la situation, après deux ans de pandémie, dont le recrutement d’enseignant∙es, d'infirmier·es, de médecins scolaires et d’AESH avec un vrai statut et des conditions de travail décentes pour la prochaine rentrée. Cela passe aussi par la revalorisation de l'ensemble des salaires, par une augmentation du nombre de points d'indice et de leur valeur.

Vu l’urgence, l’état doit financer toutes ces mesures, à la hauteur des besoins, quoi qu'il en coûte...